

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Calais, le 05/11/2024

N°97

L'Etat acquiert 80% du capital d'ASN (Alcatel Submarine Networks) après plusieurs mois de négociations avec Nokia, afin de soutenir et développer ses activités stratégiques, investir dans un secteur d'avenir et renforcer la souveraineté numérique de la France.

Antoine Armand, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a signé, ce jour, le contrat d'acquisition de 80% des titres d'ASN avec Nokia. La participation majoritaire de l'État dans cet opérateur vise à garantir l'indépendance numérique de la France et de ses partenaires européens. Elle renforce également le portefeuille actionnarial de l'État, dont les dividendes rapportent chaque année plusieurs milliards d'euros à l'État, tout en assurant le maintien du savoir-faire industriel et des emplois en France.

Créée en 1858, ASN conçoit, fabrique, installe et entretient des câbles de télécommunication sous-marins transocéaniques et régionaux. Le secteur connaît une forte croissance avec le développement exponentiel des besoins en connectivité. Ces câbles fonctionnent grâce à la technologie de fibre optique et permettent de faire transiter 99% du trafic transcontinental de données. La maîtrise des procédés de fabrication et des unités de production de ces infrastructures participe à la résilience de la France et du continent européen.

Les compétences industrielles et technologiques d'ASN sont mises en œuvre par 2 400 collaborateurs sur 4 sites en Europe : Norvège, Royaume-Uni, France (Les Ulis et Calais). ASN dispose d'une flotte de 7 navires de pose et de maintenance et a déployé plus de 750 000 km de câbles transcontinentaux, ce qui en fait l'un des leaders du marché avec un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros. ASN a pour clients les plus grands opérateurs numériques internationaux et un carnet de commandes en progression constante.

Cette opération menée par l'Agence des participations de l'État (APE), sous l'impulsion du ministre Antoine Armand, confirme la volonté du Gouvernement de faire de la défense de la souveraineté nationale - et, s'agissant d'ASN, de notre indépendance technologique - un point central de la doctrine d'investissement de l'Etat actionnaire. Par ailleurs, cette acquisition démontre qu'il est possible de protéger les intérêts vitaux de la Nation tout en investissant dans une entreprise en pleine croissance et rentable économiquement.

Les accords discutés avec Nokia prévoient, à terme, la possibilité pour l'Etat d'acquérir 100% du capital de l'entreprise. Nokia demeurera actionnaire minoritaire dans une première phase pour faciliter la transition.

Antoine Armand, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie a déclaré :

« L'acquisition d'ASN est un signal fort qui montre que nous sommes en capacité d'identifier et d'investir dans des activités stratégiques pour notre pays et nos partenaires européens. Je souhaite que cette doctrine, qui implique une vision de long terme, soit au cœur de notre action pour les années à venir. ASN remplit toutes les conditions prévues par notre cahier des charges : elle est essentielle pour notre souveraineté numérique, c'est une entreprise rentable, qui s'appuie sur un savoir-faire unique et dont la majorité des salariés travaille en France. C'est pourquoi j'ai souhaité que ce contrat d'acquisition puisse être signé à Calais, en présence de celles et ceux qui font vivre au quotidien ce bijou industriel et aux côtés des élus, dont la Maire de Calais que je salue pour son engagement à ce titre. »

Alain Biston, PDG d'Alcatel Submarine Networks (ASN) a déclaré :

« Cette signature marque le début d'un nouveau chapitre pour ASN et vient souligner une histoire de plus de 160 ans. Avec l'Agence des participations de l'État (APE) à nos côtés, nous affirmons notre rôle de leader en tant qu'acteur industriel clé, au cœur d'une activité stratégique où l'innovation est constante et la croissance soutenue. Cette nouvelle étape témoigne de la confiance que nous accordent nos partenaires et renforce notre engagement pour l'avenir. »

L'APE est un service à compétence nationale rattaché auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Elle gère un portefeuille de 85 entreprises, dont 10 sont cotées, dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie (aéronautique, automobile, défense), des transports (urbain, ferroviaire, aérien, portuaire, aéroportuaire), des télécommunications, des services (postaux et bancaires) et des médias. La valeur de ce portefeuille est estimée à 180 milliards d'euros au 30 juin 2024, en augmentation de 30 milliards d'euros par rapport à l'année dernière. Une soixantaine d'agents travaillent au sein de l'APE pour mener à bien les missions de l'Etat actionnaire. En 2023, les participations de l'APE ont dégagé 2,3 milliards d'euros de dividendes versés directement au budget général de l'État.

Contact presse :

Cabinet d'Antoine Armand : 01 53 18 41 13 - presse.minefi@cabinets.finances.gouv.fr